



Arrêt

n° 127 433 du 25 juillet 2014
dans l'affaire X / I

En cause : 1. X
2. X
3. X
4. X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA 1ère CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 juin 2014 par X, X, X et X, qui déclarent être de nationalité macédonienne, contre les décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prises le 10 juin 2014.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 9 juillet 2014 convoquant les parties à l'audience du 24 juillet 2014.

Entendu, en son rapport, P. VANDERCAM, président.

Entendu, en leurs observations, les parties requérantes représentées par Me C. MORJANE, avocat, et A. E. BAFOLO, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Le recours est dirigé contre trois décisions de refus de prise en considération d'une demande d'asile dans le chef d'un ressortissant d'un pays d'origine sûr, prises en application de l'article 57/6/1 de la loi du 15 décembre 1980.

2.1. Dans sa demande d'asile, la première partie requérante expose en substance les faits suivants, qu'elle confirme pour l'essentiel en termes de requête : « *A partir des années 2006-2007, vous auriez eu l'opportunité de recruter un grand nombre d'ouvriers, dans le but de les faire travailler dans une usine appelée Sora. Vous auriez ensuite rencontré des problèmes suite à votre position, considérée comme dominante vis-à-vis des 250 ouvriers que vous aviez recrutés. C'est ainsi qu'à l'approche des élections municipales de 2009, vous auriez attisé l'intérêt de plusieurs partis, lesquels auraient tenté de vous corrompre. Tour à tour, vous auriez reçu la visite de membres des partis VMRO et SDS, lesquels souhaitaient vous corrompre en proposant de l'argent à vos ouvriers pour qu'ils votent selon votre consigne. Vous auriez cependant refusé ces offres, en recevant de sérieuses menaces à votre encontre et à celle de votre famille. Vous auriez alors décidé de déposer plainte auprès de vos autorités, lesquelles n'auraient rien fait, selon vous. De leur côté, vos enfants auraient également été victimes de provocations et d'agressions, face auxquelles votre fils [I.] aurait fini par répondre en 2009. Arrêté par la police et condamné pour coups et blessures, [I.] purgerait encore actuellement sa peine de prison. Face*

à ces menaces constantes, vous auriez décidé de fuir une première fois votre pays en 2010, en compagnie de votre épouse. Refusé quelques mois plus tard, vous auriez eu peur de retourner à Strumica, et auriez décidé d'aller vivre chez votre soeur, près de Skopje, pendant que votre épouse et vos enfants rentraient dans votre ville. Sans rencontrer davantage de problèmes vu votre éloignement de votre ville, vous auriez cependant continué à craindre que vos opposants, dont vous ne pouvez identifier le parti exactement, n'apprennent votre position, et décident de se venger sur vous. C'est dans cette optique que vous auriez fui votre pays deux nouvelles fois en 2011 et en fin d'année 2012. Lors de votre séjour en Allemagne, en 2013, vous auriez été averti par téléphone du fait que votre fille, [B.], venait d'être enlevée sur la route de l'école. Les services de police ne parvenant pas à la retrouver, vous auriez décidé de rentrer au pays, tout en restant à Skopje. Finalement, [B.] aurait été retrouvée en mars 2013 et, le temps d'être soignée et entendue par la police, vous auriez organisé votre voyage pour l'Allemagne. »

Ces mêmes faits fondent les demandes d'asile des deuxième et troisième parties requérantes.

2.2. Dans ses décisions, la partie défenderesse conclut en substance, sur la base de motifs qu'elle détaille, que les parties requérantes, qui sont ressortissantes d'un pays d'origine sûr, n'ont pas clairement démontré qu'elles éprouvent une crainte fondée de persécution ou qu'elles courent un risque réel de subir une atteinte grave.

2.3. Dans leur requête, les parties requérantes contestent en substance la légalité et la pertinence des décisions attaquées. Elles reprochent notamment à la partie défenderesse d'écarter tout lien entre d'une part, les problèmes invoqués par la première partie requérante, et d'autre part, la séquestration ainsi que les maltraitements invoqués par la quatrième partie requérante, ce sans avoir mené « *une enquête effective et rigoureuse* » sur ces faits, et en particulier, sans avoir pris la peine soit, d'en faire examiner la victime par le psychologue attaché au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, soit, de l'avoir personnellement auditionnée à ce sujet. Elles soulignent que les ravisseurs de la quatrième partie requérante lui auraient dit que « *tout ce qui lui arrivait [...] était de la faute de son père* ».

2.4. En l'espèce, au vu des pièces du dossier administratif, le Conseil constate que la partie défenderesse ne remet pas formellement en cause la réalité de la séquestration et des maltraitements allégués dans le chef de la quatrième partie requérante, mais se fonde sur les seules déclarations des première et deuxième parties requérantes pour écarter tout lien avec les problèmes de la première partie requérante.

Prenant en compte la gravité des faits allégués et l'évidente fragilité de la victime, le Conseil estime dès lors que l'instruction de la partie défenderesse est déficiente sur un point important des craintes invoquées, de sorte qu'il ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation des décisions attaquées sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires. Ces mesures d'instruction complémentaires doivent en l'occurrence permettre d'obtenir auprès de la quatrième partie requérante, directement ou indirectement selon ce que permet son état de santé mentale, tous éléments d'information au sujet de la séquestration et des violences alléguées dans ce cadre, et en particulier au sujet de l'identité et des motivations de ses ravisseurs, étant entendu qu'il appartient à toutes les parties à la cause de tout mettre en œuvre, selon leurs possibilités, pour contribuer à la fourniture des informations demandées par le Conseil.

En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il convient d'annuler les décisions attaquées et de renvoyer les affaires au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

Les trois décisions rendues le 10 juin 2014 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, sont annulées.

Article 2

Les affaires sont renvoyées au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-cinq juillet deux mille quatorze par :

| | |
|------------------|------------------|
| M. P. VANDERCAM, | président, |
| Mme M. KALINDA, | greffier assumé. |
| Le greffier, | Le président, |
| M. KALINDA | P. VANDERCAM |